



Intervention



syndicale

N° 19 septembre 2026

EDITORIAL :

Affronter le budget c'est rouvrir la crise de régime pour battre Le Pen avant la présidentielle.

Le budget de l'exécutif Macron/Lecornu est confronté à la perspective d'une crise financière des dettes soi-disant « publiques ». Les taux d'intérêts des obligations d'Etat françaises (bons du Trésor) atteignent 4,5%, le niveau le plus élevé en Europe, le taux de référence allemand étant à 3,5% - signalons que les taux étatsuniens sont à 5%. Les médias assomment le public avec « la dette qu'il faudra rembourser ».

Rappelons une chose – que pratiquement personne n'explique : la dette « publique », depuis la fin du XVII^e siècle en Angleterre, est le mécanisme de base qui lie les Etats à la rentabilité du capital. Les Etats empruntent au capital financier et, en **temps normal, ils ne « remboursent » jamais**, car les titres de dette « publique » circulent de capitaliste en capitaliste dans les bourses du monde entier, leurs intérêts étant payés par les impôts, pour des montants ayant depuis longtemps dépassé le montant initial des emprunts ! C'est là le matelas de la spéculation financière, un mécanisme parasitaire indispensable à la rentabilité du capital, lequel dénonce le « coût » des dépenses publiques, alors que la principale dépense publique l'alimente !

C'est donc au nom de la « dette » sacrée qu'il faudrait soi-disant rembourser, alors qu'il s'agit en réalité de l'entretenir d'autant plus que les taux de profit baissent, que Lecornu annonce un « **effort de 54 milliards d'euro** » sur le budget 2027, « effort » que doivent supporter « l'Etat », c'est-à-dire en réalité les **fonctionnaires** (gel du point d'indice, suppressions de postes et donc de classes et de lits d'hôpitaux), les **collectivités locales**, les **retraités** « aisés » (mais dans les définitions de l'« aisance » qui circule le chiffre de 2000 euros par mois est apparu !), les **étrangers** qui se verraient privés d'aides sociales même quand ils travaillent, les malades par le flicage des arrêts maladie, les **locataires** menacés par le blocage de l'APL, **mais pas les grands patrons** : une baisse de 2,5 milliards est annoncée sur la surtaxe de l'impôt sur les sociétés !

Au **mensonge** sur la dette soi-disant publique, s'ajoutent ici d'autres fétiches idéologiques : celui selon lequel imposer les profits ruinerait le pays en faisant fuir les grands patrons qui sont par ailleurs biberonnés par l'Etat et sa dette « publique », celui qui amalgame les dépenses « sociales » de la Sécu et des retraites, qui sont du salaire socialisé, aux dépenses de l'Etat, pour les inclure dans « le déficit » afin de les diminuer, donc en fait de baisser la part collective des salaires, celui selon lequel le coût de l'Etat serait celui des enseignants, des infirmiers ou des agents de l'environnement, lesquels exercent en réalité des fonctions sociales utiles sur lesquelles se greffe la productivité du capital, qui n'irait pas sans elles.

Et celui du RN qui ne fait de la démagogie que sur les prix des carburants, mais ne veut pas bloquer les loyers, et oppose de soi-disant « travailleurs » groupant patrons parasites de l'agro-industrie et autres avec les salariés du privé, contre les « assistés » que seraient les fonctionnaires, les étrangers, les précaires et la plupart des jeunes !

suite page 2.../...

SOMMAIRE : Edito : Affronter le budget c'est rouvrir la crise pour battre Le Pen... page 1/ 2 et 3

- Du frémissement au bouillonnement page 3
- Le 17 octobre **2026 GILETS JAUNES, NOUS SERONS LÀ** page 3
- Les retraités détestent Lecornu et veulent l'unité page 4
- International : **Hong-kong: la CSI condamne la peine de sept ans d'emprisonnement prononcée à l'encontre de Lee Cheuk-yan** page 5

suite de l'édito .../...

C'est donc un budget de guerre sociale qui s'annonce.

Précisons ici un point. Certains courants politiques disent « budget de guerre » tout court, arguant de la non-baisse des dépenses militaires, et accusant Macron de préparer « la guerre ».

Mais la guerre est déjà là : celle que Poutine mène contre les Ukrainiens et fait planer contre l'Europe centrale et l'ensemble de l'Europe, celle que Trump menace de mener contre l'Amérique latine, Cuba, le Canada et le Groenland, prenant en étau l'Europe, celle qu'il mène contre l'Iran dont il a en même temps conforté le régime, conduisant au blocage des détroits d'Ormuz et de Bab-el-Mandeb, celle de Netanyahu contre les peuples palestinien et libanais, celle qui se développe au Sahara et au Sahel au profit des djihadistes, les dictateurs pro-russes menant leur propre guerre contre les peuples de la région, celle qui menace en mer de Chine. La guerre est déjà là.

Les dépenses militaires programmées par Macron et Lecornu **n'y répondent pas**, mais alimentent les trusts industrialo-financiers de l'armement, et sont organisées autour du nucléaire, et non pas autour des drones et des armes dont disposerait une autodéfense populaire démocratique. **La guerre qui vient n'est pour eux que motif à guerre sociale**, exactement comme les gouvernements Daladier en 1938-1939 !

Vendredi 18 septembre, Macron a réuni les représentants des partis et des principaux candidats, et tous sont venus, pour leur dire que la menace de guerre et la crise des carburants sont là pour longtemps. C'est que Macron veut tenir. Tous ont acquiescé à son constat, tout en disant à la sortie que les besoins urgents ne sont pas pris en compte. Mais son constat est faux : les élections aux Etats-Unis, les reculs russes en Ukraine, la crise globale qui monte, n'annoncent pas une perpétuation de la situation présente, mais de nouveaux ébranlements dans lesquelles les larges masses interviendront.

En France, c'est contre le budget de guerre sociale de Macron-Lecornu que la mobilisation va se lever, en exigeant, par contre, des dépenses publiques indispensables et urgentes : celles de l'urgence climatique face à la catastrophe thermo-capitaliste, celles d'une prise en main de l'agriculture et des forêts pour nourrir la population et préserver l'accès à l'eau, celles de la loi intégrale réclamée par les féministes et enfantistes, qui appelle un « budget intégral » qui ne pourra évidemment pas figurer dans ce budget de guerre sociale, celle de la défense et du redressement de l'école publique et de la santé publique, et celle, ajouterons-nous, beaucoup moins coûteuse que les subventions à Dassault et Thalès et que le nucléaire, d'une préparation véritable à la guerre pour la démocratie contre Trump et Poutine !

Et, immédiatement, il faut bloquer les prix des carburants, des loyers et de l'alimentation de base !

Cette mobilisation a commencé dès le 15 septembre, comme le décrit Laurent Dégoussée dans son article de ce numéro d'Interventions syndicales. Elle va se déployer avec les journées des 26 et 29 septembre. **Quel doit être son but ? Evidemment l'annulation de ce budget de guerre sociale.**

Battre ce budget, c'est aussi **battre ce gouvernement** dont sa prolongation ne saurait faire oublier son caractère minoritaire et illégitime, et c'est donc **battre Macron et Lecornu. Camarades syndicalistes, de cela il ne faut pas avoir peur !**

Au contraire, la mobilisation pour battre le budget de guerre sociale de Macron-Lecornu met et va **mettre le RN en grande difficulté.**

Car ce budget ne peut passer que par, au moins, l'abstention du RN. En protégeant Macron, Lecornu et leur budget, le RN montre qu'il gouvernerait avec le même budget encore aggravé, tombant le masque. D'ores et déjà, il faut donc appeler à la mobilisation contre le budget Le Pen/Lecornu !

Si ce budget tombe, soit directement par une explosion gréviste dans le pays, soit par le vote d'une motion de censure que le RN ne pourrait pas ne pas voter faute de voir son potentiel électoral s'effondrer, **alors ce gouvernement tombe, et la crise politique, la crise de régime de la Ve République, est rouverte avant la présidentielle : mais ne serait-ce pas la meilleure chose qui pourrait arriver ?**

Notons d'ailleurs que selon le *Canard Enchaîné* du 16 septembre, Lecornu aurait « lâché, l'air de rien », qu'il ne « faut pas écarter la possibilité que le Président décide de dissoudre en cas de censure du gouvernement ». Un tel événement, plaçant ainsi, à l'encontre de l'esprit des institutions de la V^e République, des législatives avant la présidentielle, ne serait pas un acte de force du président, mais un coup décisif porté au régime. L'alternative politique en effet n'est pas l'élection présidentielle, mais l'affrontement social disloquant la Ve République et imposant une assemblée constituante.

Nous nous dirigeons vers la crise de régime, et le RN le sait qui veut la conjurer en visant l'élection de Le Pen qui tenterait un coup d'Etat en combinant dissolution et référendum constitutionnel xénophobe. Le scénario de l'affrontement social contre le budget Macron-Lecornu dessine donc la voie qui, seule, peut battre Le Pen en la battant avant le 18 avril 2027.

Dans cet éditio, nous n'avons pas parlé des candidats de gauche à la présidentielle, des primaires du PS ou de l'orientation de J.L. Mélenchon. Bien entendu il faudra y revenir, mais pourquoi n'en avons-nous pas parlé ici ? Parce que les candidatures et la division des candidats, qui tiennent la première place dans le cerveau de bien des militants, sont en réalité des données faussement indépendantes, totalement surdéterminées par l'affrontement social qui seul peut trancher et tranchera, là aussi.

Comment se présente le 29 septembre ?

Initialement, la journée d'action du 29 septembre a été convenue très en amont, par les fédérations de fonctionnaires (CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, Solidaires, CGC- FA-PT), début juin, avec l'arrière-pensée qu'ensuite la priorité serait celle des élections professionnelles de la fonction publique qui auront lieu du 3 au 10 décembre.

Cette journée d'action traditionnelle devait avoir pour thème principal les salaires, un sujet tout à fait justifié, dans la perspective de faire pression pour un minimum de prise en compte dans le prochain budget. La date du 29 septembre est en effet la veille du début de la discussion budgétaire à l'Assemblée nationale, le 30.

Mais l'été, ou plutôt la catastrophe thermo-capitaliste, est passé par là, puis la montée de mouvements exigeant directement de l'Assemblée nationale qu'elle légifère : urgence climatique, loi intégrale.

Deux initiatives montantes sont venues se greffer, par un malicieux hasard objectif, autour de la journée du 29 septembre : les manifs climatiques du **samedi 26** et la montée des pompiers, qui vont finalement se baser le 27 septembre au Champ de Mars et comptent avec tous leurs syndicats monter sur Paris le **mardi 29**.

suite .../...

.../...suite de la page 2

Et, surtout, Lecornu a réglé la question des salaires des fonctionnaires par avance, dans ce qui constitue en fait une déclaration de guerre sociale, faite le jeudi 17 septembre : le gel d'indice sera la mesure clef du budget des prétendus 54 milliards d'économies!

Dès lors, la journée d'action de rentrée pour demander gentiment une rencontre salariale aux ministres en charge des fonctions publiques peut et doit se transformer, dans ce contexte, en grève politique de masse pour les salaires, contre le budget Macron/Le Pen/Lecornu !

Une grève de masse ce jour-là, des manifestations couronnant le processus commencé deux jours auparavant pour l'urgence climatique, les pompiers montés de toute la France au centre de la manifestation parisienne, des Assemblées générales : il est possible et souhaitable que la force du 29 septembre inaugure l'affrontement social et démocratique indispensable contre le budget de guerre sociale, avec toutes sa portée politique.

Faut-il ajouter que le syndicalisme indépendant, c'est cela ?

Du frémissement au bouillonnement

La multiplication, depuis la rentrée, des grèves et mobilisations sectorielles, à commencer par celle des soldats du feu lancée le 8 septembre dernier, et le succès de la Fête de l'Humanité montrent que le frémissement social est là mais c'est au bouillonnement, mieux au débordement que nous devons passer.

Nous avons besoin pas seulement de mouvements mais d'un mouvement, d'abord pour mettre en échec le budget, alors que le gouvernement est sur la défensive pour sa préparation, puis pour pousser à l'unité de notre camp au plan politique.

Ce mardi 15 septembre devant le Ministère de l'Economie, c'est un millier de participant-es, essentiellement des jeunes, qui se sont rassemblées à l'[appel d'un vaste collectif](#) pour revendiquer l'urgence climatique après l'été calamiteux que l'on sait. Ce fut surtout une rampe de lancement pour les manifestations climat du 26 septembre prochain, [dont le nombre ne cesse d'augmenter](#) et qui sont désormais appuyées par [trois organisations syndicales](#).

La nature de la traditionnelle journée de mobilisation de la fonction publique du 29 septembre en est du coup changée, d'abord parce qu'elle se tiendra la veille de la présentation du budget en Conseil des ministres : la CGT, [dans son appel](#), est obligée de convenir que les enjeux de cette date dépassent les seuls fonctionnaires et les pompiers seront bien mobilisés dès le 27 septembre sur le Champ de Mars avant de se constituer en cortège national dans la manifestation parisienne du 29.

Mieux, [le spectre des Gilets Jaunes](#) resurgit, qui suscite moult commentaires médiatiques, pour la date du 17 octobre : alors que la hausse du prix de l'essence a déjà donné lieu à l'exaspération de plusieurs corporations qui en dépendent étroitement, il est évident que son extension et son intensification ne pourra que donner corps à [cette hypothèse](#) tout comme l'a montré la poussée autour du mot d'ordre ***Bloquons Tout !*** le 10 septembre 2025.

Faire non seulement que ces échéances réussissent mais faire progresser la conscience que seul un mouvement d'ensemble permettra pas seulement de défendre les intérêts vitaux de notre classe mais de poser la question du pouvoir. c'est là le meilleur moyen de mettre en échec le RN

c'est là le meilleur moyen de mettre en échec le RN présenté inéluctablement, comme en 2024 et avant la poussée du Nouveau Front Populaire, aux portes du pouvoir où la crise d'orientation politique - et de leadership - couve lentement.



Au rassemblement du 15 à Bercy

Laurent D

17 OCTOBRE

2026 GILETS JAUNES, NOUS SERONS LÀ

Marre de voir le gazole, les courses, les loyers et les factures monter tous les mois pendant que les mêmes se gavent.

Marre d'une démocratie de façade, où l'on vote une fois tous les cinq ans et où il faudrait ensuite la fermer, ou perdre un œil.

Le gazole a augmenté deux fois plus vite que le salaire minimum depuis 2018. Un plein coûte aujourd'hui **39€** de plus qu'au premier acte des gilets jaunes. Des millions de personnes paient leur trajet avant même d'avoir commencé leur journée de travail.

En 2018, le mouvement a posé des questions simples. Qui paie ? Qui décide ? Huit ans plus tard, ces questions attendent toujours une réponse.

Les gilets jaunes, c'est le moment où le peuple a dit stop. On a occupé les ronds-points, les centres-villes, et jusqu'aux Champs-Élysées. On a fait l'unité, on a tenu bon, on a retrouvé notre dignité, et on les a fait trembler. RIC, justice fiscale, pouvoir d'achat : nos mots d'ordre ont fait consensus, et ils restent les nôtres.

Nous appelons à la journée du samedi 17 octobre 2026 et nous y portons cinq premières exigences.

- 1) Le blocage immédiat des prix à la pompe et le contrôle des marges.
- 2) La récupération des superprofits de l'industrie pétrolière et de ses actionnaires, pour les redistribuer au peuple.
- 3) Le référendum d'initiative citoyenne.
- 4) Des services publics près de chez nous, et pas à 100 kilomètres.
- 5) Un revenu qui permet de vivre de son travail, de son allocation adulte handicapé comme de sa retraite.

Nous appelons à une mobilisation digne, déterminée et solidaire.

Partout en France, sur les places comme sur les ronds-points, formons des assemblées du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Le 17 octobre, manifestons dans toutes les grandes villes de France et créons des actions devant les stations-service, les dépôts pétroliers et les raffineries.

On revient sur les ronds-points. Partout. Plus fort. On se met en jaune, on discute, on s'organise, on force le débat.

Fin du monde et fin du mois sont un même combat. Les ménages modestes, souvent sans autre solution que la voiture, paient la hausse les premiers. La transition écologique se fera avec eux, à la hauteur des moyens de chacun.

Si toi aussi t'en as marre d'être pris pour un con, de choisir entre manger et te chauffer, d'entendre qu'« il n'y a pas d'alternative », alors le 17 octobre, tu as une adresse : le rond-point, la station-service, la raffinerie ou le dépôt de pétrole le plus proche de chez toi.

On n'est pas là pour faire joli. Les prix flambent : nous allons raviver la flamme.

GILETS JAUNES ! TOUJOURS VÉNÈRES. TOUJOURS DÉTER !

Les retraités détestent Lecornu et veulent l'unité

Le gouvernement Lecornu s'est engagé dans la voie qui a fait chuter ses prédécesseurs Barnier et Bayrou et qui l'a déjà fait trébucher une première fois en octobre 2025 : faire passer en force un budget antisocial visant à dépouiller les retraités de 6 milliards d'euros. Pour réaliser ce hold-up le ministre Lecornu avance dans le PLFSS un dispositif de désindexation des retraites de base : gel des pensions au-dessus de 2 034 euros et sous-indexation entre 1 260 et 2 034 euros, avec un coefficient (inférieur à l'indice d'inflation) fixé par décret par le gouvernement. Cela ne lui suffit pas, pour étrangler les boomers, ces privilégiés, ces nantis, il sera donc aussi à l'ordre du jour du gouvernement de s'attaquer à l'abattement fiscal de 10% qui depuis 1977 n'a rien à voir avec la couverture des frais professionnels selon l'idée que les médias de Bolloré et d'autres s'échinent à diffuser, mais vise à compenser la chute de revenus que génère le passage à la retraite et les effets de l'inflation des chocs pétroliers des années soixante-dix (9,4% en 1977).

En 2026 les prix pétroliers connaissent d'autres explosions : +28,7 % sur un an, tirant l'inflation vers le haut. Cette conjoncture rend les mesures prévues contre les retraités d'autant plus insupportables. Les réactions de la population ciblée, soit près de 18 millions de retraités, pourraient être massives, il y faudrait des revendications claires et l'unité des organisations de retraités, c'est-à-dire la perspective de gagner. C'est alors que le Groupe des neufs connaît une crise qui met en cause l'unité et brouille les revendications.

Le Groupe des neuf (G9) qui existe depuis 12 ans regroupe sept syndicats et deux associations de retraités : Il se compose de : L'UCR-CGT, FO-UCR, CFTC retraités, CFE-CGC, FSU, SOLIDAIRES retraités, FCR (Confédération française des retraités), LSR (Loisirs et solidarité des retraités, créée à l'initiative de la CGT), Ensemble & Solidaires-UNRPA (Union nationale des retraités et des personnes âgées). Le ciment de l'unité de ce regroupement d'organisations de retraités est sa plateforme revendicative maintes fois affirmée :

- Défense du pouvoir d'achat des retraités par l'indexation de toutes les pensions sur les salaires, la revalorisation des pensions au moins à hauteur de l'inflation, le rattrapage des pertes subies et exigence de ne plus avoir de pension inférieure au SMIC.
- Défense des pensions de réversion.
- Défense de l'accès aux soins dans le cadre du 100% Sécu que nous revendiquons.
- Défense des services publics, en particulier ceux de proximité : hôpitaux, EHPAD, SSAD, transports, etc.

On aura noté que ni la CFDT ni l'UNSA ne participent à ce groupe.

Dès que fut connue l'offensive du gouvernement Lecornu contre les retraités le Groupe des neuf se réunit pour « peser » sur les dispositions de l'avant-projet de loi de financement de la sécurité sociale. Mais pour certains, à la CGT comme à FO, dans cet automne lourd de confrontations écologiques et sociales « peser » était déjà trop. Déjà des organisations de retraités prévoient de rejoindre la mobilisation des pompiers et de toute la fonction publique le 29 septembre. Alors la direction de l'Union confédérale des retraités (CGT) décida sans consulter personne de fixer la date de la manifestation centrale des retraités à Paris au 19 novembre et d'engager unilatéralement des discussions avec la CFDT et l'UNSA pour les associer à cette date. La réponse n'a pas tardé. L'union confédérale des retraités de FO a vertement répliqué dans

L'union confédérale des retraités de FO a vertement répliqué dans une note à toutes les organisations du Groupe des neuf : « Si l'objectif de l'UCR – CGT c'est de torpiller le groupe des 9 et de préparer la mise en place d'une nouvelle intersyndicale avec la CFDT et l'UNSA, on ne s'y prendrait pas autrement.

L'unité d'action, nous l'avons répété, ne peut se concevoir en dehors de l'unité sur les revendications. A qui va-t-on faire croire que l'UNSA et la CFDT sont pour l'abrogation de la réforme des retraites ? A qui va-t-on faire croire que la CFDT est contre la remise en cause de l'abattement fiscal de 10% pour les retraités alors que leur secrétaire générale a déclaré en son temps qu'elle n'était pas opposée à discuter de cette suppression ? Et on pourrait parler de notre revendication d'augmentation de 10% de toutes les pensions. Tout le monde sait que la CFDT et l'UNSA prônent une augmentation différenciée en privilégiant les petites pensions... Alors il faudra que chacun choisisse : être fidèle à ce qui a présidé à la constitution du groupe des 9 ou voguer vers d'autres rivages...

Pour ce qui nous concerne nous avons choisi. Nous restons fidèles à ce qui a été mis en place il y a plus de 10 ans. »

La plupart des organisations du G9 ont alors réagi dans des termes voisins, y compris la FSU.

Mais en même temps que la colère montait chez les retraités, ulcérés de se voir désignés comme les profiteurs de « l'état-providence », la base cégétiste demandait à sa direction confédérale des explications sur sa soudaine volonté de faire cavalier seul à la veille d'un enjeu budgétaire crucial. Une nouvelle réunion du G9 se tint le 8 septembre 2026

Sept organisations étaient présentes (CGT, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, Ensemble & Solidaires, LSR). FO avait envoyé un message le matin annonçant son retrait du groupe des 9. Cette réunion a adopté la communication suivante :

« Nous prenons acte de la décision de FO de quitter le groupe des 9 organisations syndicales et associatives de retraité-es. Nous avons échangé longuement sur le fonctionnement du groupe des 9, à la suite de quelques difficultés fin juin. Nous restons tous attachés au G9, nous souhaitons toujours travailler ensemble sur notre socle commun de revendications. Notre objectif reste la défense des retraité-es de manière la plus unitaire possible. »

La volonté des retraités de refuser l'intégralité de l'offensive de Lecornu contre leurs ressources est la meilleure garantie que leur unité ne soit pas davantage entamée par les manœuvres de leurs directions syndicales. Leur indignation a déjà produit ce résultat que le groupe des 9 « maintenu » appelle à manifester le 14 octobre, jour de la réunion du conseil d'administration de l'Agirc-Arrco, partout des rassemblements sont organisés en région. À Paris, ce sera proche du siège, place de la Bastille, avec des prises de parole, et probablement un compte rendu de la réunion par les membres du CA de l'Agirc-Arrco.

Le 14 octobre constituera aussi un moment de la préparation de « l'Action nationale » le 19 novembre à Paris. Le rassemblement des retraités de toutes les régions commencera à 11 h devant la gare Montparnasse, une manifestation partira en début d'après-midi en direction des Invalides.

A nous d'en faire une expression unitaire du refus du budget et d'une exigence : la censure du gouvernement qui l'a porté.

Luigi le 20/9/26

INTERNATIONAL

Hong-kong: la CSI condamne la peine de sept ans d'emprisonnement prononcée à l'encontre de Lee Cheuk-yan

La CSI* condamne la peine de sept ans d'emprisonnement prononcée à l'encontre de Lee Cheuk-yan, dirigeant syndical de longue date.



Lee Cheuk-yan, ainsi que les militants Chow Hang-tung et Albert Ho ont été reconnus coupables en août d'incitation à la subversion en vertu de la loi sur la sécurité nationale de Hong-kong.

Chow Hang-tung a été condamnée à sept ans et trois mois de prison. Lee Cheuk-yan et Chow Hang-tung ont l'intention de faire appel tant de leur condamnation que de leur peine.

Lee Cheuk-yan, l'un des fondateurs de la Hong Kong Confederation of Trade Unions (HKCTU), est incarcéré depuis 2021 à la suite d'une série de condamnations liées à sa mobilisation en faveur de la démocratie. Lee Cheuk-yan et Chow Hang-tung resteront en prison respectivement jusqu'en 2029 et 2030.

Luc Triangle, secrétaire général de la CSI, a déclaré: «Cette condamnation aggrave l'injustice majeure dont est victime Lee Cheuk-yan. Lee Cheuk-yan et Chow Hang-tung n'ont commis aucun acte répréhensible et sont dès lors innocents. Aucun élément de preuve n'a été présenté permettant d'établir un lien entre leurs activités et l'usage de la force ou de la violence de quelque nature que ce soit.»

«Une peine de sept ans d'emprisonnement pour avoir défendu pacifiquement la démocratie constitue une atteinte effroyable à la liberté d'expression et un avertissement sans équivoque lancé aux syndicalistes et aux défenseurs de la démocratie à Hong-kong.» Luc Triangle, secrétaire général de la CSI

«Lee Cheuk-yan et Chow Hang-tung ne devraient pas passer un jour de plus derrière les barreaux pour avoir exercé leurs libertés fondamentales. Nous exigeons leur libération immédiate et renouvelons notre appel aux autorités hongkongaises et chinoises pour qu'elles mettent fin à la criminalisation des activités syndicales et démocratiques pacifiques.»

* CSI = Confédération syndicale Internationale

Pour sa [défense en mars](#), Lee Cheuk-yan a déclaré que son engagement portait sur la démocratie, et non sur une campagne contre le régime du Parti communiste chinois.

[Chow Hang-tung a indiqué](#) que ce jugement criminalisait effectivement la lutte pour la démocratie et les convictions politiques.

La CSI soutient [la campagne de LabourStart](#) et exige la libération de Lee Cheuk-yan, de Chow Hang-tung et de toutes les personnes détenues pour avoir exercé leurs droits fondamentaux.

Hong Kong : Déclaration sur la condamnation de Lee Cheuk-yan

Hong Kong : Déclaration sur la condamnation de Lee Cheuk-yan

Déclaration de la CSI sur la condamnation du fondateur de la Confédération des syndicats de Hong Kong (HKCTU), le frère Lee Cheuk-yan, le 21 août 2026 par la Haute Cour de la Région administrative spéciale de Hong Kong (RAS de Hong Kong).

La Confédération internationale des syndicats (CES) dénonce, avec une profonde inquiétude, la condamnation du frère Lee Cheuk-yan, fondateur de la HKCTU, pour un chef d'incitation à la subversion en vertu des articles 22 et 23 de la Loi sur la sécurité nationale (NSL) à Hong Kong.

Le frère Lee a été condamné avec deux autres, Chow Hang-tung et Ho Chun-yan.

Nous avons lu le raisonnement de la Cour et sommes alarmés que la condamnation du frère Lee semble reposer uniquement sur l'exercice du droit à la liberté d'expression à travers des discours et campagnes exprimant ses vues politiques sur l'avenir démocratique de la Chine et de son pays, Hong Kong.

Il est instructif que les expressions du frère Lee et des autres accusés n'aient pas été jugées ni incitées à faire usage de la violence contre l'Etat, ou contre ceux qui exercent actuellement le pouvoir au nom de l'Etat. Il n'y avait aucune preuve devant la Cour que le frère Lee et les autres défenseurs aient expressément appelé à renverser ou à saper l'Etat ou ceux qui exercent le pouvoir en son nom. L'infraction d'incitation en vertu des articles 22 et 23 de la NSL a été interprétée par la Cour de Hong Kong de manière à criminaliser la pensée, la conscience et la parole sans aucun lien avec le préjudice, que ce soit à un individu ou à la société, tel que la violence, la menace de violence ou l'usage de la force.

En effet selon l'application par la Cour des articles 22 et 23 de la NSL, il suffit d'adopter une vision politique différente de celle du système politique établi pour qu'on enfreint la loi.

Le frère Lee a donc été condamné pour avoir exercé les libertés fondamentales d'expression, de réunion pacifique et d'association afin d'exprimer pacifiquement son opinion politique sur la fin de la dictature à parti unique, la construction d'une société civile et, à terme, une structure politique démocratique en Chine. Comme Lee l'a témoigné, il estime que «mettre fin à la dictature à parti unique», la construction d'une société civile et, à terme, une structure politique démocratique en Chine ne sont pas incompatibles avec la Constitution chinoise, qui stipule la protection des droits politiques, des libertés civiles et le principe de coopération multipartite.

A noter que Visa s'est prononcé là-dessus : [Hong Kong : Déclaration sur la condamnation de Lee Cheuk-yan – VISA](#) | [Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes](#)